

BILAN 2023

**des journalistes
tués, détenus, otages
et disparus dans le monde**

LE BILAN EN BREF

p. 03

1 LES JOURNALISTES TUÉS

p. 04

En chiffres	p. 04
Une baisse du nombre de journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions dans le monde, malgré la tragédie à Gaza	p. 05
Les sujets les plus risqués à couvrir	p. 06
Les pays les plus dangereux en 2023	p. 07
Les journalistes tués au Proche-Orient dans l'exercice de leurs fonctions	p. 08
De l'Ukraine au Proche-Orient : des guerres contre le journalisme	p. 09
L'Asie et l'Amérique latine : les zones de paix les plus dangereuses pour les journalistes en 2023	p. 10
Lutter contre l'impunité des crimes contre les journalistes	p. 12

2 LES JOURNALISTES DÉTENUS

p. 14

En chiffres	p. 14
Chine, Birmanie, Bélarus, Vietnam : plus de la moitié des journalistes sont emprisonnés dans quatre pays	p. 15
Les dix plus grandes prisons du monde	p. 15
Les cinq pays à hauts risques	p. 16
Les autres prisons du monde	p. 18
Les femmes durement réprimées	p. 19
Des emprisonnements symboliques	p. 20

3 LES JOURNALISTES OTAGES

p. 22

En chiffres	p. 22
Les pays à hauts risques	p. 23
54 journalistes sont retenus en otage dans 5 pays	p. 23

4 LES JOURNALISTES DISPARUS

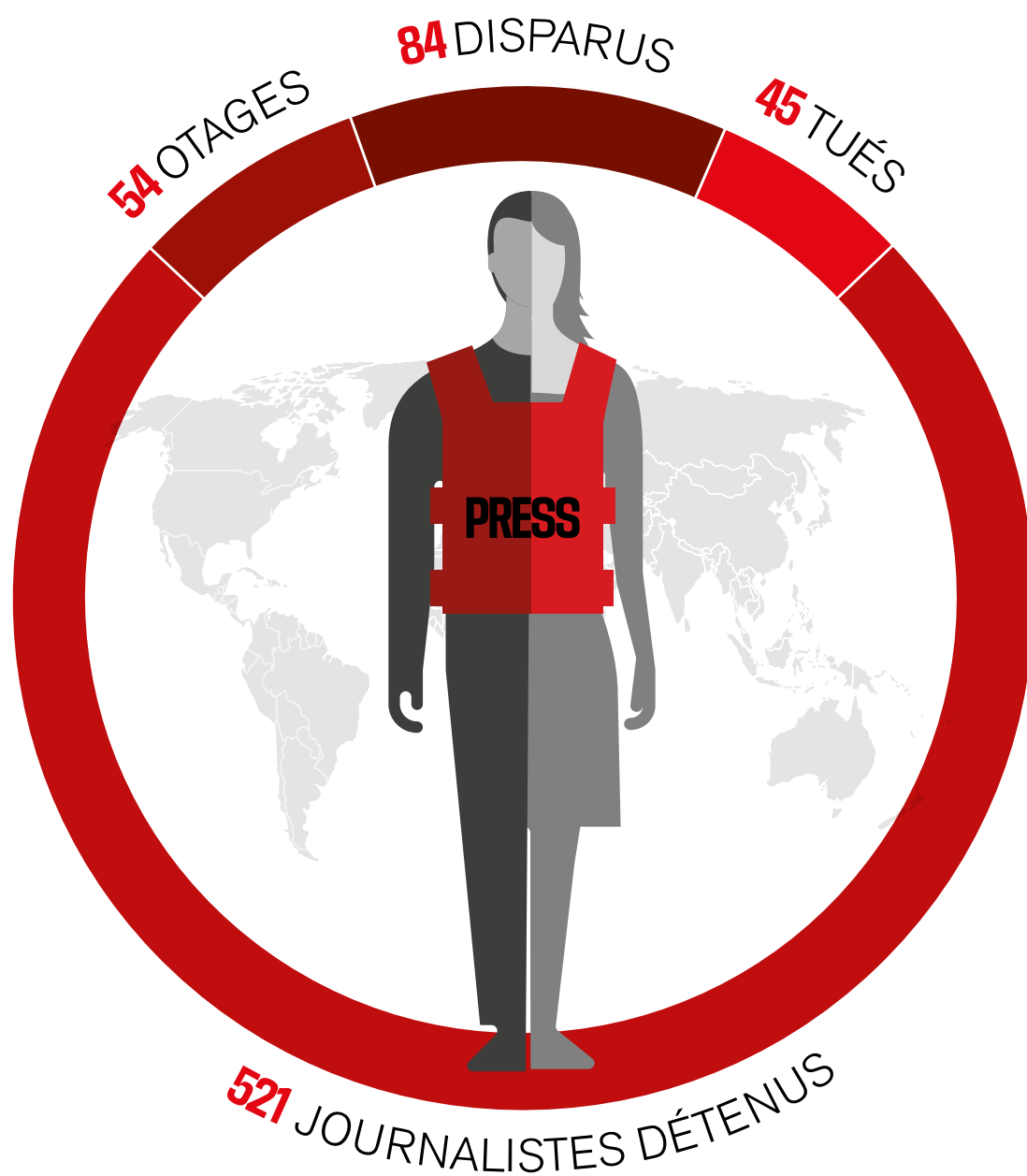
p. 26

En chiffres	p. 26
Les pays qui comptent le plus de journalistes disparus	p. 27
7 nouvelles disparitions en 2023	p. 27
Les zones à hauts risques	p. 27

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

p. 29

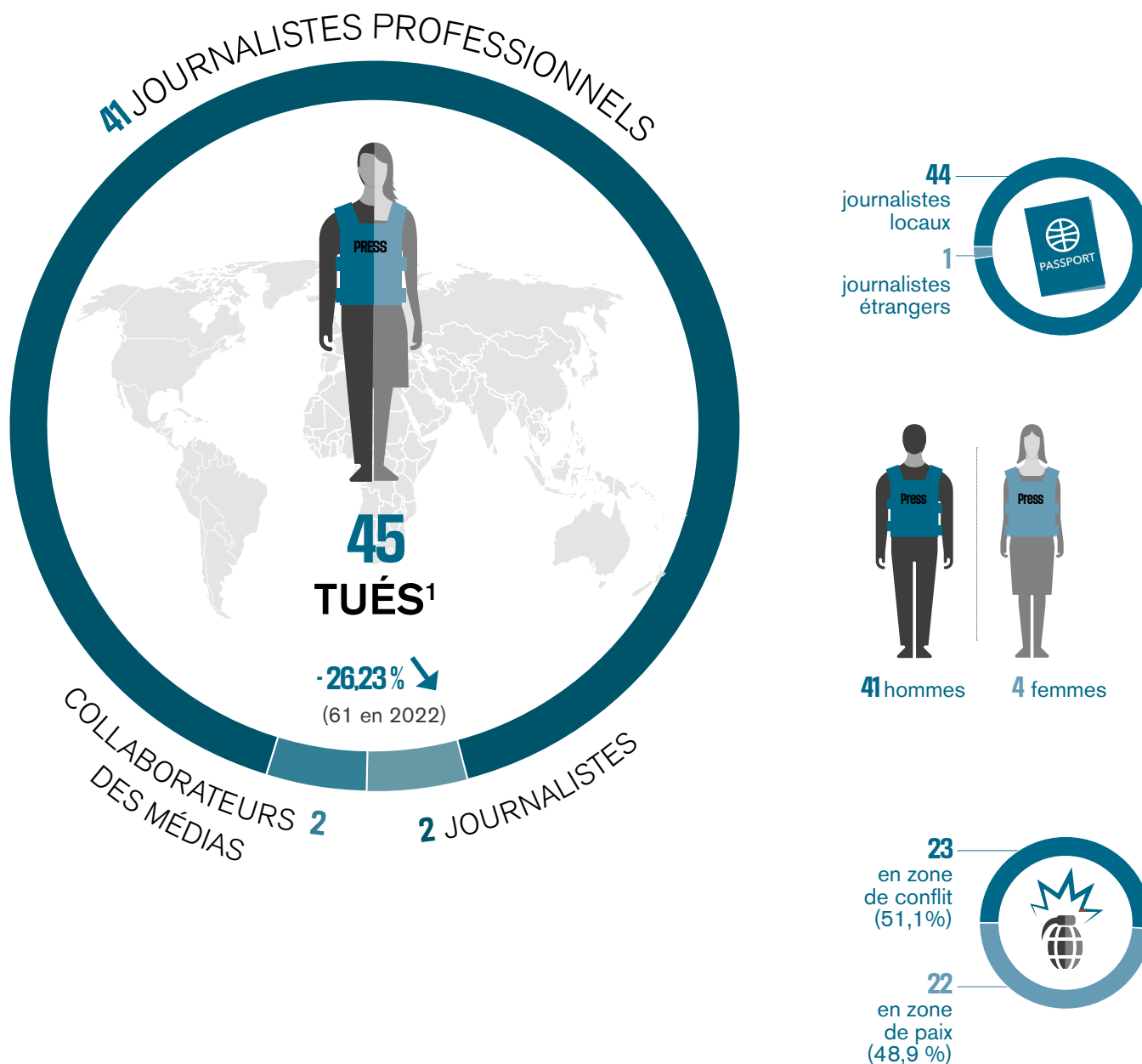
LE BILAN EN BREF



LES JOURNALISTES TUÉS

DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS

En chiffres



Journaliste tué : RSF comptabilise sur son baromètre la mort d'un journaliste lorsque celui-ci est tué dans l'exercice de ses fonctions ou du fait de sa qualité de journaliste.

1. Dans l'exercice ou en raison de leurs fonctions

LES JOURNALISTES TUÉS

Une baisse du nombre de journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions dans le monde, malgré la tragédie à Gaza

Si le bilan du nombre de journalistes tués dans le cadre de leurs fonctions en 2023 (45) a atteint son plus bas niveau depuis 2002 (33), à chaque guerre, les reporters paient un lourd tribut pour informer.

Zones de conflit : le macabre bilan des journalistes tués à Gaza en 2023

Depuis le début de la guerre Israël-Hamas, en seulement deux mois, **17** journalistes ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions à Gaza en Palestine (13), au Liban (3) et en Israël (1). Un bilan qui porte à **23** le nombre de journalistes tués en zone de conflit cette année, contre 20 en 2022. Des journalistes ont également péri en couvrant des affrontements armés au nord du Cameroun, au nord du Mali, au Soudan, en Syrie et en Ukraine.

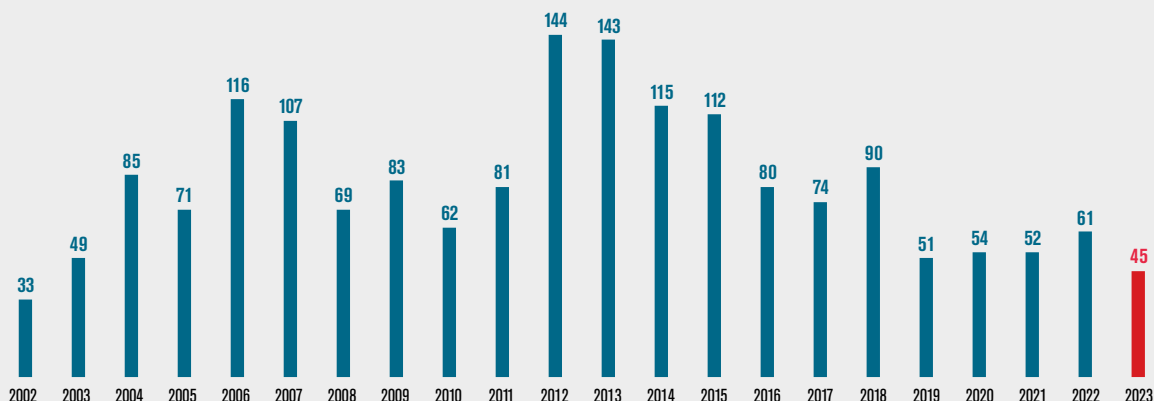
Un bilan global des journalistes tués dans le cadre de leurs fonctions moins élevé que les années précédentes

RSF observe une **diminution progressive du nombre de journalistes tués** dans le cadre de leur métier. Au total, en 2023, **45** journalistes ont été tués, soit 16 de moins que l'an dernier (61). C'est le chiffre le plus bas depuis 2002 (33). Ils étaient **plus de 140 à perdre la vie en 2012, ainsi qu'en 2013**, du fait, principalement, des guerres en Syrie et en Irak.

La baisse du nombre de journalistes tués peut s'expliquer, en partie et dans certaines zones, par un **renforcement de la sécurité des journalistes**. Lors des conflits armés, les professionnels de l'information sont, communément, mieux préparés (formations, équipements).

En zone de paix, les journalistes sont aussi mieux protégés, *via* la mise en place de cadres réglementaires pour garantir leur sécurité, et *via* le renforcement des mécanismes de lutte contre l'impunité. Toutefois, dans certaines régions, c'est au contraire l'autocensure face à une recrudescence des risques qui peut également justifier une exposition moindre aux risques physiques.

NOMBRE DE PROFESSIONNELS DES MÉDIAS TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS DEPUIS 2002



LES JOURNALISTES TUÉS

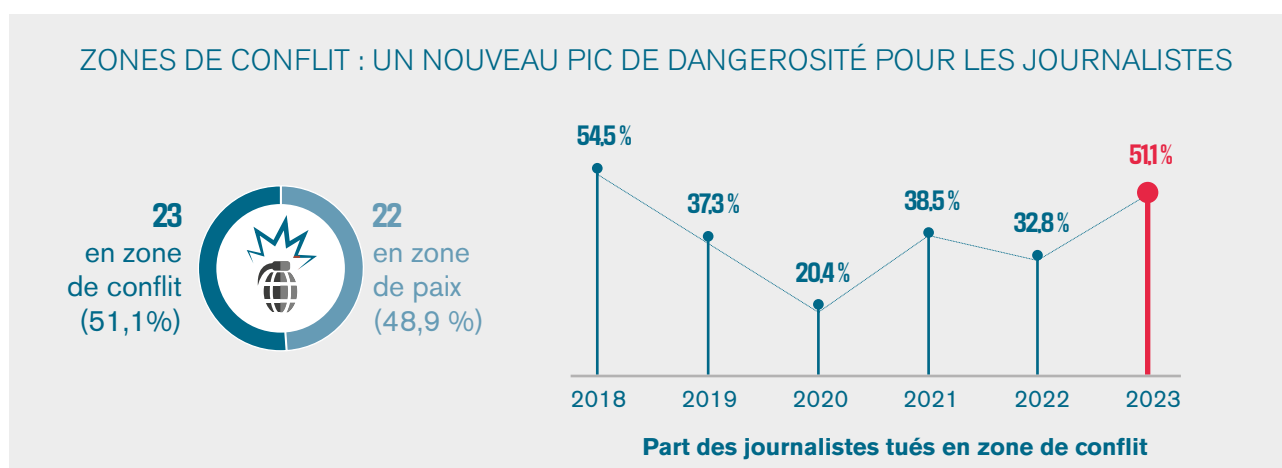
Une baisse remarquable du nombre de journalistes tués en Amérique latine

Bien que le nombre de journalistes tués dans le cadre de leurs fonctions en Amérique latine ait diminué de manière significative, passant **de 26 en 2022 à 6 en 2023**, il n'est pas possible de parler d'une amélioration structurelle des conditions de sécurité dans la région.

Au **Mexique**, par exemple, quatre décès ont été recensés en 2023, soit moins de la moitié du nombre enregistré l'année précédente (11). Or cela ne signifie pas que les journalistes travaillent davantage en sécurité dans le pays, comme le démontrent les [3 enlèvements de reporters et les attaques armées contre 4 journalistes](#) en fin d'année 2023. Compte tenu du nombre record de violences enregistrées en 2022, un certain nombre de journalistes calculent plus systématiquement les risques auxquels ils sont exposés, ce qui implique davantage d'autocensure et la prolifération, dans la zone, de trous noirs de l'information.

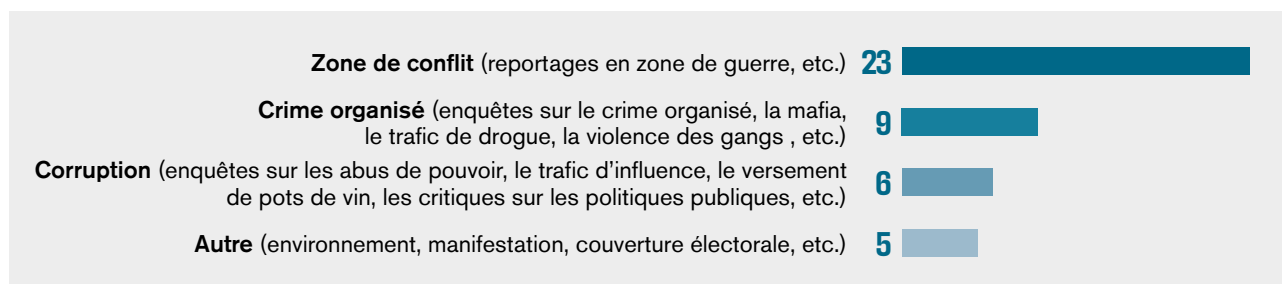
Plus de la moitié des journalistes tués en 2023 l'ont été en zone de conflit

Pour la première fois depuis 2018, le nombre de journalistes tués en zone de conflit est, en proportion, plus élevé que celui des journalistes tués en zone de paix.



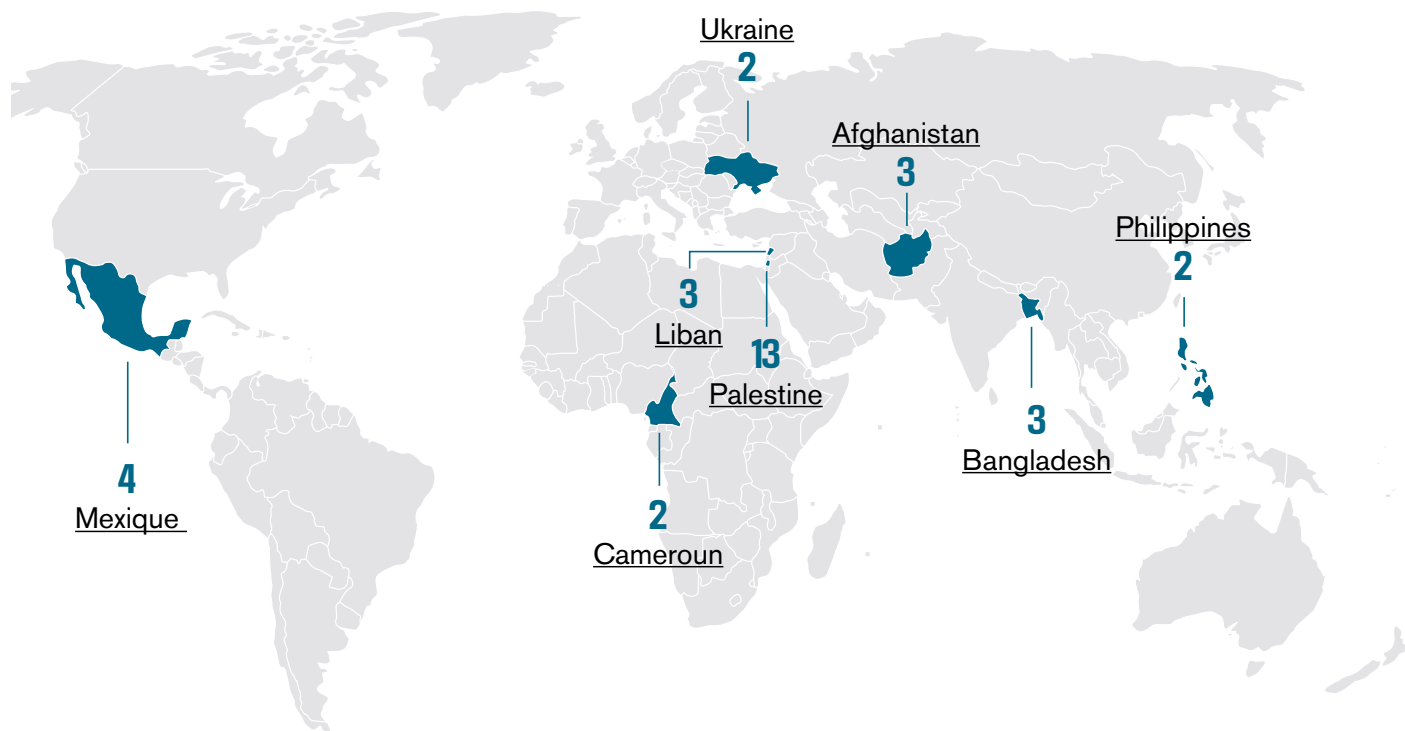
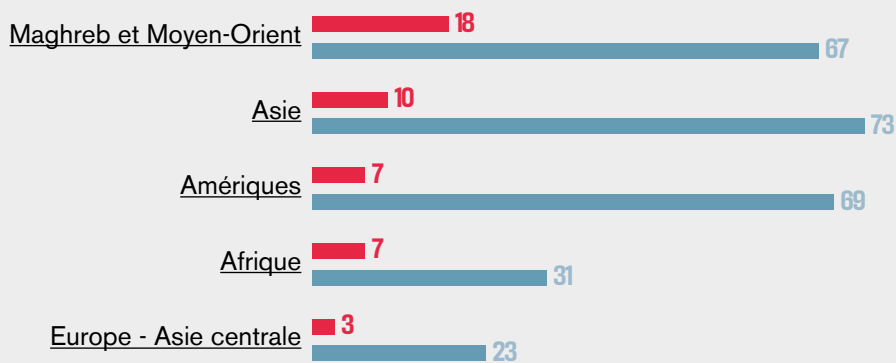
Les sujets les plus risqués à couvrir

Si la couverture des zones de conflit est la plus dangereuse en 2023 (23 journalistes tués), celle **du crime organisé et de la corruption** reste aussi extrêmement risquée – 15 journalistes ont été tués en 2023 pour avoir enquêté sur ces sujets –, notamment en Amérique latine et en Afrique.



LES JOURNALISTES TUÉS

Les pays les plus dangereux en 2023

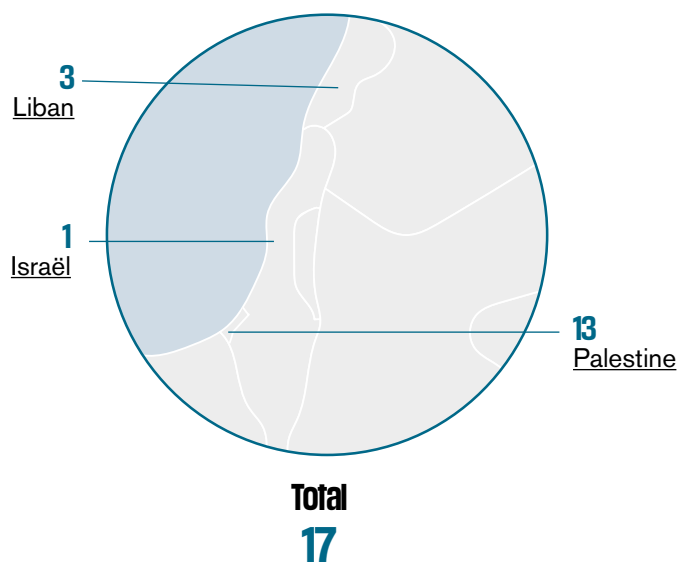
NOMBRE DE JOURNALISTES TUÉS DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE EN 2023

■ En 2023

■ Depuis 2019 (sur 5 ans)

LES JOURNALISTES TUÉS

Les journalistes tués au Proche-Orient dans l'exercice de leurs fonctions

**Guerre Israël-Hamas : Au moins 17 journalistes tués dans le cadre de leurs fonctions**

17, c'est le nombre minimal de professionnels de l'information tués dans l'exercice de leurs fonctions ou en raison de celles-ci à Gaza (Palestine), en Israël et au Liban, depuis le 7 octobre. Ce chiffre ne comprend pas les journalistes tués en dehors de leurs fonctions, ceux qui n'ont pas été tués en tant que tels, ni ceux dont les circonstances de la mort demeurent inconnues. C'est pourquoi, sur le total de 63 journalistes tués dans la zone dans diverses circonstances, RSF dénombre 17 journalistes dont elle a pu établir avec un degré de certitude suffisant que le décès était bien lié au travail journalistique de la victime, après vérification des faits et en fonction de faisceaux d'indices probants. Une enquête complexe, qui peut amener RSF à intégrer des noms dans son [baromètre de la liberté de la presse](#) quelque temps seulement après la mort d'un journaliste.

De l'Ukraine au Proche-Orient : des guerres contre le journalisme

Guerre au Proche-Orient, tragédie pour le journalisme en 2023

Palestine



Ibrahim Lafi
© Facebook

En Palestine, [13 journalistes ont été tués](#) dans l'exercice de leurs fonctions ou en raison de celles-ci depuis le début du conflit armé entre Israël et le Hamas, déclenché le 7 octobre dernier. Tous sont morts sous des tirs israéliens, **dans la bande de Gaza**, à l'instar du photojournaliste de 21 ans de la société de production palestinienne *Ain Media Ibrahim Lafi*, tué, son appareil photo à la main, dès le matin du 7 octobre.

Israël

En Israël, au premier jour du conflit, le 7 octobre, le photoreporter israélien du média d'information en ligne *Ynet*, [Roei Idan](#), a été tué par le Hamas devant sa maison alors qu'il était en train de documenter des exactions du Hamas dans le sud-ouest du pays.

Sud-Liban



Issam Abdallah
© Facebook

Au Sud-Liban, près de la frontière israélienne, le reporter libanais de l'agence *Reuters* [Issam Abdallah](#) a été tué en reportage le 13 octobre. [Selon une enquête menée par RSF](#), l'endroit où se trouvait le photojournaliste, ainsi que 6 de ses confrères de *Reuters*, de l'Agence *France-Presse* (AFP) et d'*Al Jazeera*, a été ciblé par deux frappes consécutives. 2 autres journalistes libanais **du média conservateur *Al-Mayadeen*, Farah Omar et Rabi al-Maamari, ont été tués le 21 novembre 2023** par un bombardement israélien sur la ville de Tayr Harfa, dans le sud du Liban, alors qu'ils couvraient les violences le long de la frontière avec Israël.

11 journalistes tués depuis le début de la guerre en Ukraine, dont 2 cette année



Arman Soldin
© Yasuyoshi CHIBA/AFP

En Ukraine, la mort de **2 journalistes vient s'ajouter, en 2023, à celle des neuf professionnels des médias tués** depuis le début du conflit, le 24 février 2022. Le reporter de guerre franco-bosniaque de l'Agence *France Presse* (AFP) [Arman Soldin](#), a été touché par des tirs de roquettes début mai 2023, alors qu'il couvrait la bataille militaire de Bakhmout, dans l'est de l'Ukraine. Il est le seul journaliste à avoir perdu la vie dans un autre pays que le sien, en 2023.



Bohdan Bitik
© Capture d'écran RaiNews

Deux semaines plus tôt, le **journaliste reporter d'images ukrainien [Bohdan Bitik](#)**, clairement identifiable par un vêtement portant l'inscription « *PRESS* », avait été victime d'un tir de sniper sur le pont Antonivsky, près de Kherson.

LES JOURNALISTES TUÉS

En Afrique, les conflits qui tuent en 2023

Soudan

Au **Soudan**, la journaliste [Halima Idris Salim](#) a été percutée par un véhicule des miliciens des Forces de soutien rapide le 10 octobre, alors qu'elle couvrait les affrontements à Khartoum, la capitale du pays, pour le média indépendant *Sudan Bukra*. [Les journalistes sont particulièrement ciblés](#) par des attaques physiques et des arrestations arbitraires, depuis le début du conflit, en avril 2023, qui oppose deux factions de l'armée soudanaise.

Mali



Abdoul Aziz Djibrilla
© DR

Au nord du pays, l'attaque d'une bande armée a coûté la vie au journaliste de la radio communautaire *Naata*, [Abdoul Aziz Djibrilla](#), le 7 novembre. Alors qu'il se rendait à Gao pour un atelier de formation, son véhicule a été mitraillé et il a été tué sur le coup. [Il avait 28 ans](#). Les journalistes locaux subissent de plein fouet la détérioration des conditions sécuritaires au nord du Mali et dans toute la zone du Sahel, comme le montre le rapport de RSF, [Dans la peau d'un journaliste au Sahel](#).

Cameroun



Anye Nde Nsoh
© DR

La mort du responsable régional du journal *Advocate*, [Anye Nde Nsoh](#), le 7 mai à Bamenda, témoigne des risques de couvrir l'actualité dans les zones frontalières du Cameroun, tel le nord-ouest du pays. Le groupe armé séparatiste opérant dans cette partie du pays a reconnu sa responsabilité, tout en affirmant qu'il s'agissait d'une « erreur » et que le journaliste n'était pas visé.

L'Asie et l'Amérique latine : les zones de paix les plus dangereuses pour les journalistes en 2023

Amérique latine

Mexique : record mondial du nombre de journalistes tués en cinq ans

Avec **4 journalistes tués cette année**, le Mexique conserve, malgré la baisse drastique du nombre de reporters décédés dans le cadre de leurs fonctions, sa place sur le podium des [pays les plus dangereux](#) pour les journalistes, après la Palestine cette année. Tués entre mai et juillet 2023, les 4 journalistes mexicains enquêtaient tous sur le **crime organisé**. Deux directeurs de médias, [Gerardo Torres Rentería](#) (*Agencia Red Noticias*) et [Nelson Matus Peña](#) (*Lo Real de Guerrero*), ont été tués à Acapulco, dans l'État du Guerrero, le 11 mai et le 15 juillet. Le correspondant de *La Jornada* [Luis Martín Sánchez](#) a été retrouvé mort le 8 juillet dans l'État du Yucatán. L'éditorialiste de la radio *Stereo Luz FM* [Marco Aurelio Ramírez Hernandez](#) a, quant à lui, été assassiné le 23 mai.

LES JOURNALISTES TUÉS

Au total, **6 journalistes ont été tués en Amérique latine en 2023**. En plus des 4 professionnels des médias tués au Mexique, **Luis Gabriel Pereira**, l'administrateur de la page Facebook *Notiorensense* couvrant principalement les faits divers et les affaires criminelles, a été tué en février en Colombie, et un animateur de la *Radio Urunday FM*, **Alexánder Álvarez Ramirez**, a été assassiné au Paraguay, en février dernier.

Asie

Bangladesh : recrudescence des violences en période pré-électorale



Mossamat Sahara
© DR

À l'approche des élections législatives de janvier 2024, [la situation au Bangladesh](#) ne cesse de se dégrader. **3 journalistes y ont été assassinés** en 2023. Le correspondant du *Daily Monitor* et reporter pour le quotidien local *Brahmanbaria Patrika* **Ashiqul Islam** a été tué à coups de couteau le 9 janvier. Le correspondant de *Banglanews24* **Golam Rabbani Nadeem** a été tué le 15 juillet après la publication d'une série d'articles sur un scandale de mariage secret impliquant un chef de municipalité. La photographe du quotidien *Alor Jagat* **Mossamat Sahara** a, quant à elle, été percutée à moto le 20 septembre, alors qu'elle réalisait un reportage sur une affaire de contrebande pouvant impliquer certains potentats locaux.

Afghanistan : attentat contre la jeunesse, 3 journalistes tués

Ils étaient âgés d'une vingtaine d'années. Le 11 mars 2023, un [attentat à la bombe](#) perpétré par l'État islamique a frappé une cérémonie en l'honneur de la presse à Mazar-e Charif, au nord de l'Afghanistan, blessant une vingtaine de professionnels des médias et tuant 3 jeunes journalistes. **Sayed Hussain Naderi**, reporter de l'agence *Afghan Voice Agency*, et **Akmal Tabian**, étudiant en journalisme à *Rah Farda Radio*, sont morts sur le coup. **Soheil Seddiqi**, lui aussi étudiant en journalisme, est décédé dix jours plus tard des suites de ses blessures.

Philippines : 2 journalistes s'ajoutent aux 100 tués depuis 20 ans



Juan Jumalon
© Facebook

Aux Philippines, le meurtre de l'animateur de radio **Juan Jumalon**, le 5 novembre dernier, alors qu'il enregistrerait une émission en direct sur l'île de Mindanao, a cruellement rappelé la grave menace criminelle pesant sur les journalistes dans l'archipel. Plus tôt dans l'année, le 31 mai, l'animateur de l'émission « Balita at Talakayan », diffusée, entre autres, sur la station *DWXR 101.7FM*, **Cresencio Bunduquin**, a été tué par des assaillants armés alors qu'il quittait son domicile. Connu sous le surnom de « Cris », il avait reçu plusieurs menaces de mort. Depuis 2004, 102 journalistes ont été tués aux **Philippines**, **faisant de l'archipel le pays le plus dangereux d'Asie sur cette période**.

L'Asie est la deuxième région la plus dangereuse en 2023 pour les journalistes après le Moyen-Orient.

Au cours des cinq dernières années, elle a enregistré le plus grand nombre de décès de professionnels des médias liés à l'exercice de leurs fonctions, totalisant 73 journalistes tués : en Afghanistan (22), au Pakistan (14), aux Philippines (12), en Inde (11), au Bangladesh (7), en Birmanie (4), et en Chine (3).

LES JOURNALISTES TUÉS

Lutter contre l'impunité des crimes contre les journalistes

Brésil : faire toute la lumière sur le meurtre de Dom Phillips



Dom Phillips
© Joao Laet/AFP

Le journaliste [Dom Phillips](#) et le spécialiste des peuples indigènes Bruno Araújo Pereira ont été assassinés en juin 2022, alors qu'ils enquêtaient sur la pêche illégale en Amazonie. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a annoncé, le 11 août 2023, la [création d'un groupe de travail](#), auquel RSF participe, pour que les organisations de journalistes élaborent avec le gouvernement, des mesures pour la sécurité des professionnels de l'information, et pour que justice soit rendue. **C'est la première fois que le Brésil prend un tel engagement.**

Soudan du Sud : la longue quête de justice dans l'affaire Christopher Allen



Christopher Allen
© Fally photo

La République du Soudan du Sud a annoncé, en octobre 2023, la [formation d'une commission d'enquête](#) concernant la mort du journaliste **Christopher Allen**. Après six ans de [plaidoyer](#), RSF se félicite de cette initiative, mais demande aux autorités du pays de mener une enquête solide, indépendante, transparente et conforme aux normes internationales. Journaliste indépendant américano-britannique, Christopher Allen a été abattu alors qu'il couvrait un affrontement à Kaya, près de la frontière entre le Soudan du Sud et l'Ouganda, le 26 août 2017.

À Malte, une condamnation pour l'assassinat de Daphne Caruana Galizia



Daphne Caruana Galizia
© AFP

La cour d'appel de Malte a [confirmé](#), en novembre 2023, la condamnation à 40 ans d'emprisonnement de George et Alfred Degiorgio, reconnus coupables de l'assassinat de la journaliste maltaise [Daphne Caruana Galizia](#) en 2017. Trois autres suspects doivent encore être jugés, dont Yorgen Fenech, l'homme accusé d'avoir commandité le meurtre.

Gambie : verdict historique dans l'affaire du meurtre du correspondant gambien de RSF



Deyda Hydara
© Seylou AFP

Le 30 novembre 2023, le tribunal régional supérieur de Celle, en Allemagne, a [condamné](#) un ancien membre des « *Junglers* », une unité paramilitaire mise en place par l'ancien président Yahya Jammeh, à la prison à perpétuité, pour son implication, entre autres, dans le [meurtre](#), le 16 décembre 2004, du journaliste renommé [Deyda Hydara](#), cofondateur du journal *The Point*, et correspondant de RSF en Gambie.

LES JOURNALISTES TUÉS

Cameroun : enquête sur un assassinat au cœur d'une affaire d'État



Martinez Zogo
© RSF

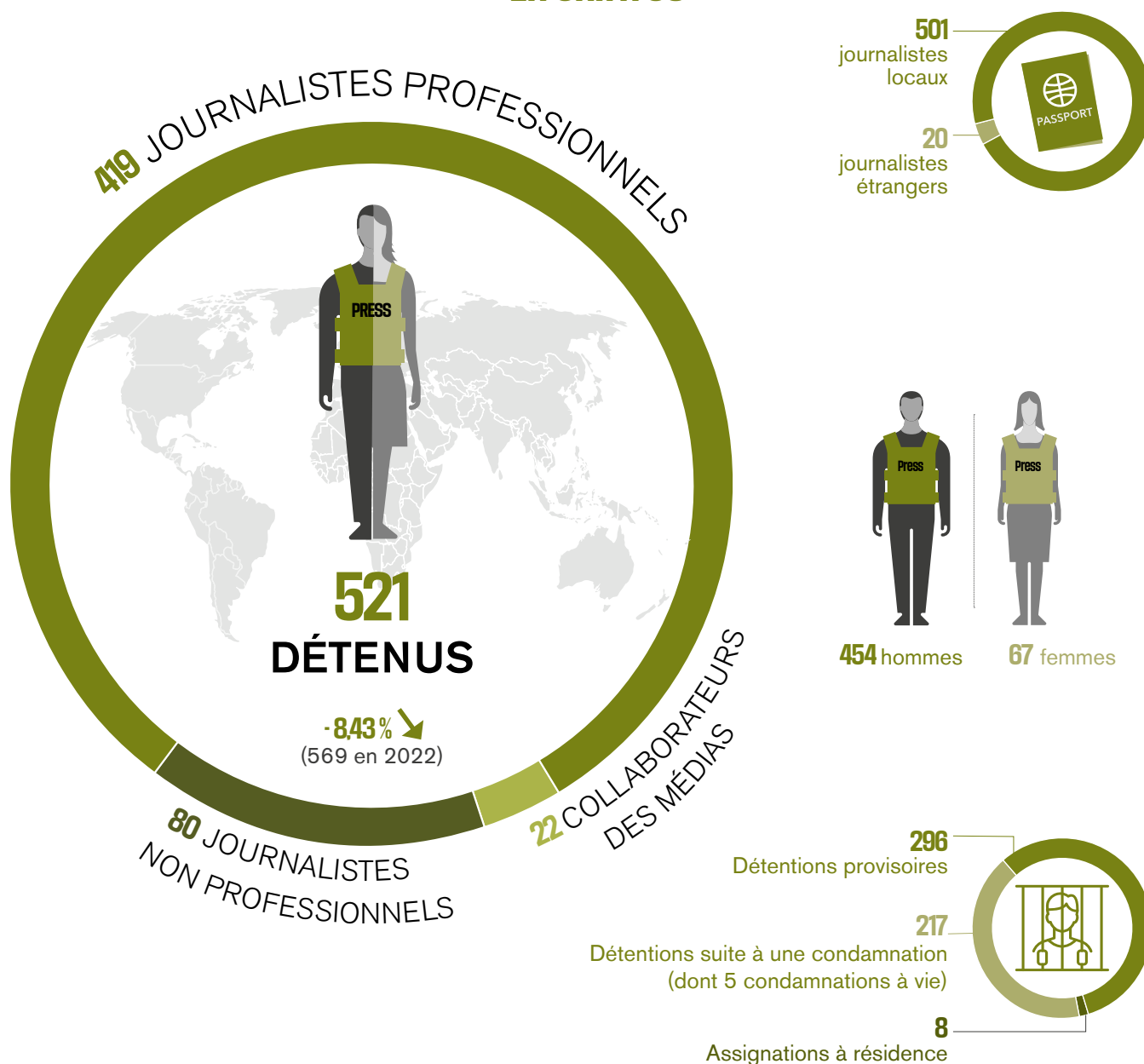
En janvier 2023, le directeur général de la radio privée *Amplitude FM*, [Martinez Zogo](#), a été enlevé au Cameroun. La découverte de son corps mutilé cinq jours plus tard a été **l'élément déclencheur d'une véritable affaire d'État**. Une enquête de RSF a révélé les dessous du plan établi pour faire taire ce journaliste et le rôle joué par un puissant homme d'affaires en coaction avec les services de renseignement. Dans la foulée de ces révélations, le magnat camerounais a été arrêté puis inculpé, à l'instar d'une dizaine de membres de la direction générale du renseignement extérieur, accusés d'avoir exécuté le crime. Alors que les **pressions entourant ce dossier très suivi par le président Paul Biya sont nombreuses**, un procès devrait s'ouvrir avant fin 2024.

RSF dépose plainte devant la Cour pénale internationale (CPI)

En 2023, RSF a déposé [une plainte](#) devant la CPI pour crimes de guerre commis contre des journalistes palestiniens à Gaza et contre un journaliste israélien. Cette plainte est la troisième de RSF auprès du procureur de la CPI concernant des crimes de guerre commis sur des journalistes palestiniens depuis 2018 à Gaza. RSF a par ailleurs déposé, en 2023, [une huitième plainte](#) auprès du procureur de la CPI pour les crimes de guerre commis sur les journalistes en Ukraine – qui complète les [sept autres déposées en 2022](#). Ces plaintes transmises au procureur général d'Ukraine recensent plus de 50 exactions commises sur le territoire ukrainien contre près de 150 journalistes et 17 tours de radio-télévision ou bâtiments de médias.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

En chiffres



RSF distingue trois catégories de détention de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions ou en raison de celles-ci :

- **Détention provisoire** : toute privation de liberté de plus de 48h d'une personne qui n'a pas encore été jugée.
- **Détention suite à une condamnation** : privation de liberté d'un journaliste après condamnation.
- **Assignation à résidence** : obligation d'un journaliste de demeurer dans un lieu précis, déterminé par l'autorité qui l'ordonne – souvent son domicile – éventuellement sous surveillance électronique, et/ou avec une obligation de présentation régulière aux services de police et/ou de rester dans ce lieu à des horaires précis. Elle peut être prononcée comme alternative à un emprisonnement pour des personnes condamnées, ou comme mesure de surveillance pour des personnes poursuivies.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Chine, Birmanie, Bélarus, Vietnam : plus de la moitié des journalistes sont emprisonnés dans quatre pays

Malgré une diminution de près de 9 % du nombre de journalistes arbitrairement détenus dans le monde entre 2022 et 2023, **521 professionnels des médias commenceront l'année 2024 derrière les barreaux**. Ils étaient 569 en 2022.

264 journalistes sont emprisonnés en Chine (dont Hong Kong), en Birmanie, au Bélarus et au Vietnam en 2023.

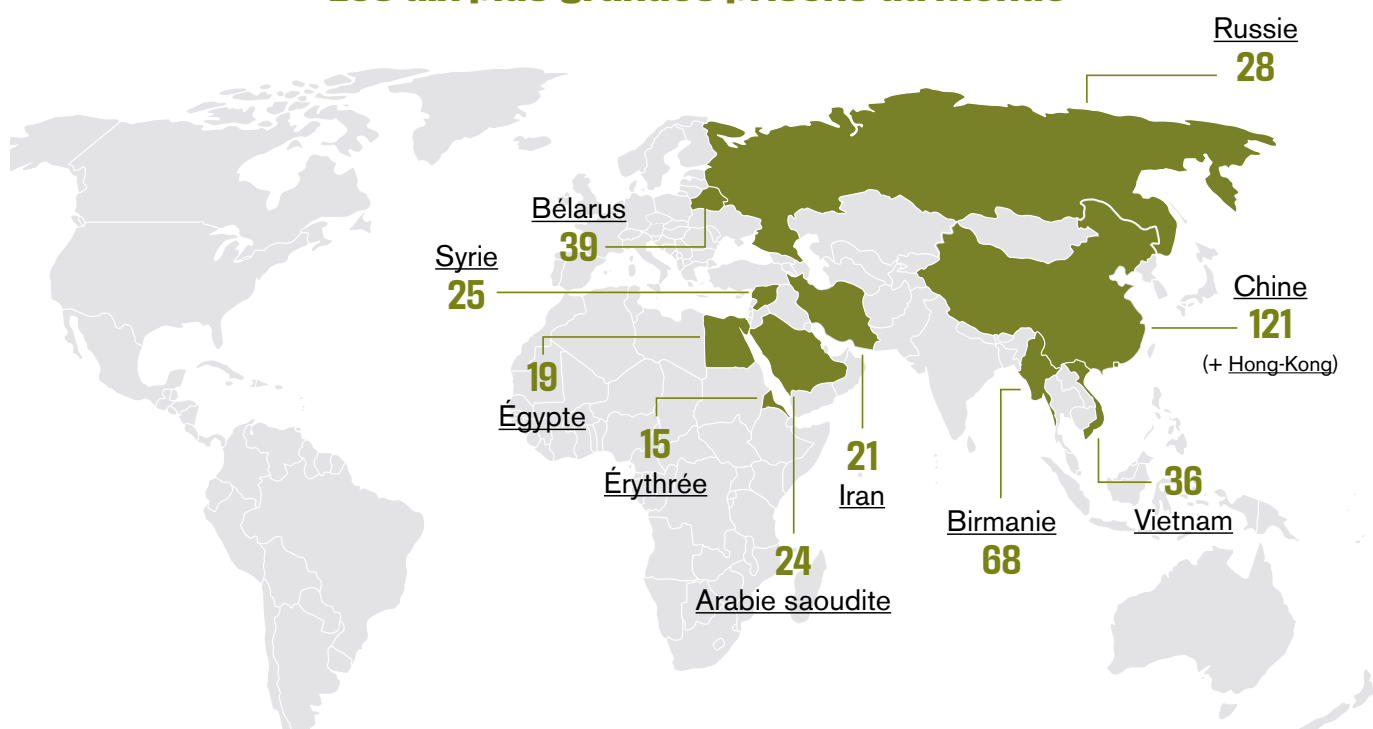
Cette année encore, la **Chine** reste **la plus grande prison du monde pour les journalistes**, avec 121 professionnels des médias derrière les barreaux sur son sol (dont 12 à Hong-Kong). Près d'un quart (23 %) des journalistes détenus dans le monde se trouvent donc aujourd'hui dans des geôles chinoises.

En **Birmanie**, **68 journalistes sont toujours emprisonnés en 2023** contre 78 en 2022, et la moitié d'entre eux restent dans l'attente de leur procès.

Le **Bélarus** d'Alexandre Loukachenko rejoint, en 2023, le trio de tête des régimes qui enferment le plus les journalistes : **39** d'entre eux sont derrière les barreaux (soit 7 de plus qu'en 2022). Le Bélarus est **le pays qui compte le plus grand nombre de femmes journalistes détenues (10) après la Chine (14)**. Au total, en 2023, **plus d'un journaliste emprisonné sur dix est une femme (67)**.

Enfin, sur les 521 journalistes détenus, plus de la moitié (296) sont toujours dans l'attente d'un jugement.

Les dix plus grandes prisons du monde



LES JOURNALISTES DÉTENUS

Les cinq pays à hauts risques

Chine : le Xinjiang, une prison à ciel ouvert

Près de 8 % des journalistes détenus dans le monde, soit 42 professionnels de l'information, le sont dans la province autonome du **Xinjiang**, où, depuis 2016, [le régime de Pékin](#) mène une violente campagne de répression contre les **Ouïghours** – ethnie minoritaire turcophone principalement musulmane. Réprimés aussi au-delà de la province, les journalistes **ouïghours représentent 64 % des journalistes (77) emprisonnés en Chine**. Parmi eux, les journalistes emblématiques [Ilham Tohti](#), fondateur du site d'information *Uyghur Online* et [Gulmira Imin](#), du site d'information *Salkin*.



Jimmy Lai
© AFP-RSF-APR-680wide

12 journalistes sont également détenus dans la région administrative spéciale de **Hong Kong**. Parmi eux, le fondateur du journal *Apple Daily*, [Jimmy Lai](#), risque une condamnation à perpétuité, en vertu de la loi draconienne sur la sécurité nationale de Hong Kong, à l'issue d'un procès qui doit s'ouvrir le 18 décembre 2023.

Le régime chinois n'hésite pas non plus à **poursuivre les journalistes étrangers ou disposant d'une double-nationalité**. Le suédois [Gui Minhai](#) a été condamné à dix ans de prison en 2020, tandis que le commentateur politique sino-australien [Yang Hengjun](#), est détenu depuis 2019 pour « *espionnage* ».



Li Yanhe
© RTI

7 nouveaux journalistes ont été emprisonnés par le régime de Xi Jinping en 2023. L'un d'entre eux, toujours derrière les barreaux, est l'animateur d'une émission sur *Radio Taiwan International*, [Li Yanhe](#). Basé à Taïwan, il a été arrêté en se rendant en Chine pour révoquer sa citoyenneté chinoise. Il est détenu au secret à Shanghai depuis mars 2023.

Birmanie : 68 détentions, 3 nouvelles condamnations



Sai Zaw Thake
© Kon Blai_Myanmar Now

68 journalistes birmans sont actuellement emprisonnés dans le pays, dont 34 toujours en attente d'un jugement. Celles et ceux qui ont été jugés sont lourdement condamnés, généralement sous des charges fallacieuses comme la « *sédition* » et la diffusion de « *fausses informations* ». À ce titre, en septembre 2023, [la junte militaire birmane](#) a prononcé **la plus lourde peine contre un journaliste** depuis son accession au pouvoir en 2021 : **20 ans de prison pour** le photojournaliste [Sai Zaw Thake](#).

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Bélarus : l'acharnement contre les médias et les journalistes

Accédant, en 2023, à la troisième place sur le podium des plus grandes prisons de journalistes au monde, le Bélarus continue à s'enfoncer dans les profondeurs du [Classement de la liberté de la presse de RSF](#), où il se classe 157^e sur 180 pays. La dictature d'Alexandre Loukachenko s'acharne contre les médias indépendants. En juillet 2023, la Cour suprême a rejeté l'appel de [Maryna Zolatava et de Lioudmila Tchekina](#). Listées comme « *terroristes* » par le régime, la rédactrice en chef et la directrice de *Tut.by*, média le plus lu du pays jusqu'à sa fermeture en 2021, ont vu leur condamnation à 12 ans de prison du 17 mars 2023 confirmée.

Vietnam : les journalistes muselés



Nguyen Lan Thang
© Facebook

Seules sources d'information libre dans un pays où la presse est aux ordres du parti unique, les **journalistes indépendants et les blogueurs** sont régulièrement la cible du pouvoir. 36 journalistes sont détenus au Vietnam, dont 20 blogueurs, à l'instar de [Nguyen Lan Thang](#), condamné à **huit ans de prison** pour « *propagande anti-étatique* » en avril 2023.

Le régime étend également **la répression au-delà de ses frontières**. En avril 2023, le journaliste d'investigation [Duong Van Thai](#) a été enlevé en Thaïlande avant de réapparaître trois mois plus tard aux mains des autorités vietnamiennes. En attente d'un procès, il risque désormais **20 ans de prison** pour « *propagande contre l'État* ».

Les journalistes emprisonnés au Vietnam sont quasi-systématiquement soumis à des **traitements dégradants** et privés d'accès aux soins médicaux. Les deux journalistes indépendants [Pham Chi Dung](#) et [Le Trong Hung](#) ont entamé une **grève de la faim** mi-2023 pour [protester contre leurs conditions de détention](#).

La machine répressive russe emprisonne



Alsu Kurmasheva
© RFERL

28 journalistes sont détenus en Russie. Parmi eux, deux citoyens américains : le correspondant du *Wall Street Journal*, [Evan Gershkovich](#), est détenu pour « *espionnage* » depuis le 29 mars 2023. La journaliste américano-russe, [Alsu Kurmasheva](#), travaillant pour le média américain *Radio Free Europe / Radio Liberty* croupit, depuis le 18 octobre, dans une prison du Tatarstan, sa région d'origine où elle s'était rendue depuis Prague (Tchéquie) pour visiter sa mère malade. Accusée d'avoir omis de se déclarer en tant qu'« *agent de l'étranger* », **elle risque cinq ans de prison**.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Les autres prisons du monde

En Inde, le Jammu-et-Cachemire devenu la prison du journalisme indépendant

Depuis 2019, la province du Jammu-et-Cachemire a perdu son autonomie politique et est administrée par le pouvoir central aux mains du parti nationaliste hindou, le Bharatiya Janata Party, [hostile aux critiques des journalistes](#). Les lois censées combattre le terrorisme sont régulièrement utilisées contre toute voix critique et **5 professionnels des médias sont actuellement emprisonnés dans ce territoire de l'Union**. Le dernier en date est le journaliste indépendant, [Majid Hyderi](#), incarcéré le 15 septembre 2023 en vertu de la **loi sur la sécurité publique du Jammu-et-Cachemire**.

Le durcissement de la situation en Afrique du Nord

La liberté de la presse en Afrique du Nord s'est détériorée. Depuis 2019 et l'arrivée au pouvoir de Kaïs Saïed **en Tunisie**, des dizaines de journalistes ont été arrêtés et emprisonnés pour avoir critiqué le président. 2 d'entre eux sont toujours détenus : **Chadha Hadj Mbarek**, du quotidien *Le Maghreb*, en prison depuis le 22 juillet 2023, et [Khalifa Guesmi](#), journaliste pour la radio privée *Radio Mosaïque*, condamné à cinq ans de prison ferme le 16 mai 2023.



Ihsane El Kadi
© RADIO M

En Algérie, 2 journalistes sont à ce jour derrière les barreaux : le journaliste et rédacteur en chef du journal *Le Provincial*, [Mustapha Bendjama](#), et le fondateur et directeur des médias indépendants *Maghreb Émergent* et *Radio M*, [Ihsane El Kadi](#). Ce dernier a été condamné en appel en juin 2023, à sept ans de prison dont cinq ans ferme et deux avec sursis.

Au Maroc, 3 journalistes sont toujours emprisonnés, **condamnés** à de lourdes peines de prison : l'ancien directeur du quotidien *Akhbar El Youm*, [Taoufik Bouachrine](#), le journaliste d'investigation [Omar Radi](#) et le journaliste [Soulaimane Raissouni](#). Leurs pourvois en cassation ont été rejetés – en 2021 pour Taoufik Bouachrine et en 2023 pour ses deux confrères – ne leur laissant pour **seule issue** que la **grâce royale**.

La détention comme moyen d'intimidation des journalistes turcs

En Turquie, **43 journalistes sont passés par la case prison en 2023**, un nombre qui démontre l'ampleur de l'utilisation du placement en détention comme méthode d'intimidation. **7 de ces journalistes sont toujours derrière les barreaux**. Parmi eux, **4 journalistes kurdes** font l'objet d'une détention provisoire dans le cadre d'enquêtes visant une dizaine de collaborateurs de médias pro-kurdes. **Les journalistes kurdes** sont particulièrement ciblés par le pouvoir turc. Lors d'une [vague d'arrestations](#) en avril 2023, à la veille des élections présidentielles, 13 journalistes kurdes avaient été emprisonnés.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Les femmes durement réprimées

67 journalistes femmes sont détenues au 1^{er} décembre 2023. **8 ont été enfermées en 2023.** La Chine, le Bélarus et la Birmanie sont, comme pour les hommes, les trois plus grandes prisons pour les femmes journalistes, où elles sont condamnées aux plus lourdes peines. Au Moyen-Orient, c'est aussi en Iran qu'elles font face à d'importantes pressions.

Six des huit peines les plus lourdes sont prononcées contre des femmes

	20 ans	Sai Zaw Thaike	Birmanie
	14 ans	Xu Zhiyong	Chine
	13 ans	Niloofer Hamedi	Iran
	12 ans	Maryna Zolatava	Bélarus
	12 ans	Lioudmila Tchekina	Bélarus
	12 ans	Elaheh Mohammadi	Iran
	10 ans	Floriane Irangabiye	Burundi
	10 ans	Valeriya Kastsiouhova	Bélarus

Au Bélarus, près d'un journaliste emprisonné sur quatre est une femme

Le Bélarus, troisième prison du monde pour les journalistes en 2023, est également **le pays qui compte le plus grand nombre de femmes journalistes détenues (10) après la Chine (14).**

En 2023, les peines de prison prononcées contre des femmes journalistes sont particulièrement lourdes. La rédactrice en chef et la directrice du média *Tut.by*, [Maryna Zolatava](#) et [Lioudmila Tchekina](#), ont été condamnées chacune à **12 ans de prison**, le 17 mars dernier. La rédactrice du *Belarussian Yearbook* [Valeriya Kastsiouhova](#) a, quant à elle, écopé d'une peine de **dix ans d'emprisonnement**.

Les femmes détenues en Iran pour leur couverture du mouvement « Femmes, vie, liberté »

5 des **31 femmes journalistes emprisonnées** pour leur couverture du mouvement « **Femme, vie, liberté** », qui a suivi la mort de **Mahsa Amini le 16 septembre 2022**, sont toujours en prison. Parmi elles, [Niloofer Hamedi](#) et [Elaheh Mohammadi](#), les journalistes de *Shargh Daily* et de *Han Mihan*, qui ont couvert l'affaire.

En plus de ces 5 journalistes, [Narges Mohammadi](#) est détenue arbitrairement à la prison d'Evin depuis le 16 novembre 2021. Celle qui continue d'informer le monde sur les violences faites aux femmes en détention a reçu, le 6 novembre 2023, [le prix Nobel de la paix 2023](#).

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Floriane Irangabiye condamnée à dix ans de prison au Burundi



Floriane Irangabiye
© 2023 Agence Afrique

Alors qu'elle rendait visite à sa famille au Burundi, l'animatrice d'une émission de débat sur la politique et la culture burundaises de la *Radio Igicanir*, basée au Rwanda, [Floriane Irangabiye](#) a été arrêtée le 30 août 2022 par le Service national de renseignement. Accusée d'avoir « porté atteinte à l'intégrité du territoire national », elle a été condamnée, le 3 janvier 2023, à dix ans de réclusion, **l'une des peines les plus lourdes prononcées contre un journaliste cette année.**

Des emprisonnements symboliques

Stanis Bujakera Tshiamala : accusé à tort d'être un « faussaire »



Stanis Bujakera
Tshiamala
© 2023 Agence Afrique

Le journaliste le plus suivi de République démocratique du Congo sur les réseaux sociaux, [Stanis Bujakera Tshiamala](#), correspondant, entre autres médias, de *Jeune Afrique*, croupit en prison depuis le 8 septembre 2023 pour avoir prétendument créé, puis diffusé, une note des services de renseignement congolais sur la mort d'un opposant politique. RSF, qui a enquêté sur les circonstances de cette arrestation, a révélé que le journaliste ne pouvait pas être l'auteur de ce document. Malgré l'absence totale d'éléments à charge, un procès s'est ouvert. **Stanis Bujakera risque jusqu'à dix ans de prison.**

Jose Rubén Zamora : victime de torture psychologique



Jose Rubén Zamora
© EFE

Au Guatemala, le **fondateur du quotidien** *elPeriódico*, [Jose Rubén Zamora](#), a été arrêté le 29 juillet 2022, cinq jours après la publication, dans son média, d'enquêtes sur des affaires de corruption impliquant le cercle proche du président Alejandro Giammattei. Lors d'une **visite de RSF dans la prison** de Mariscal Zavala en mai dernier, **le journaliste** a confié être victime de torture psychologique. Malgré [l'annulation de sa condamnation](#) à six ans de prison, en octobre dernier, le **lauréat du prix RSF de l'indépendance 2023** attend au fond d'une cellule la tenue d'un nouveau procès, prévu le 5 février 2024.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Mohamed « Oxygen » : en isolement depuis 6 mois

Le fondateur du blog *Oxygen Misr* (« L'Oxygène de l'Égypte »), [Mohamed Ibrahim Radwan](#), connu sous le pseudonyme **Mohamed « Oxygen »**, **lauréat du Prix RSF du Courage 2023**, fait face à des conditions de détention inhumaines. Emprisonné depuis 2019 pour sa couverture de manifestations en Égypte, il est **en isolement à la prison Badr du Caire depuis le mois de mai 2023**, pour avoir pris la défense de l'un de ses co-détenus.

Xu Zhiyong : 14 ans de prison en 2023 pour des révélations sur la Covid-19

Xu Zhiyong
© China Change

6 journalistes sont encore détenus en Chine, au Bangladesh et au Vietnam pour avoir critiqué les autorités pour leur gestion de la pandémie de Covid-19. Parmi eux, le journaliste chinois [Xu Zhiyong](#) a été condamné en avril 2023 à **14 ans de prison** pour « subversion ». Incarcéré depuis trois ans, il est régulièrement victime de torture.

Procédure d'extradition sans fin pour le fondateur de WikiLeaks Julian Assange

Le fondateur de **WikiLeaks**, [Julian Assange](#), est visé par 18 chefs d'accusation pour la publication, en 2010, de documents classifiés **révélant des informations d'intérêt public**. Si le gouvernement américain réussit à obtenir son extradition du Royaume-Uni, il risque, pour sa contribution au journalisme, **la peine exorbitante de 175 ans de prison**. Une **audience finale devant la Haute Cour britannique** devrait être convoquée prochainement et pourrait s'avérer déterminante.



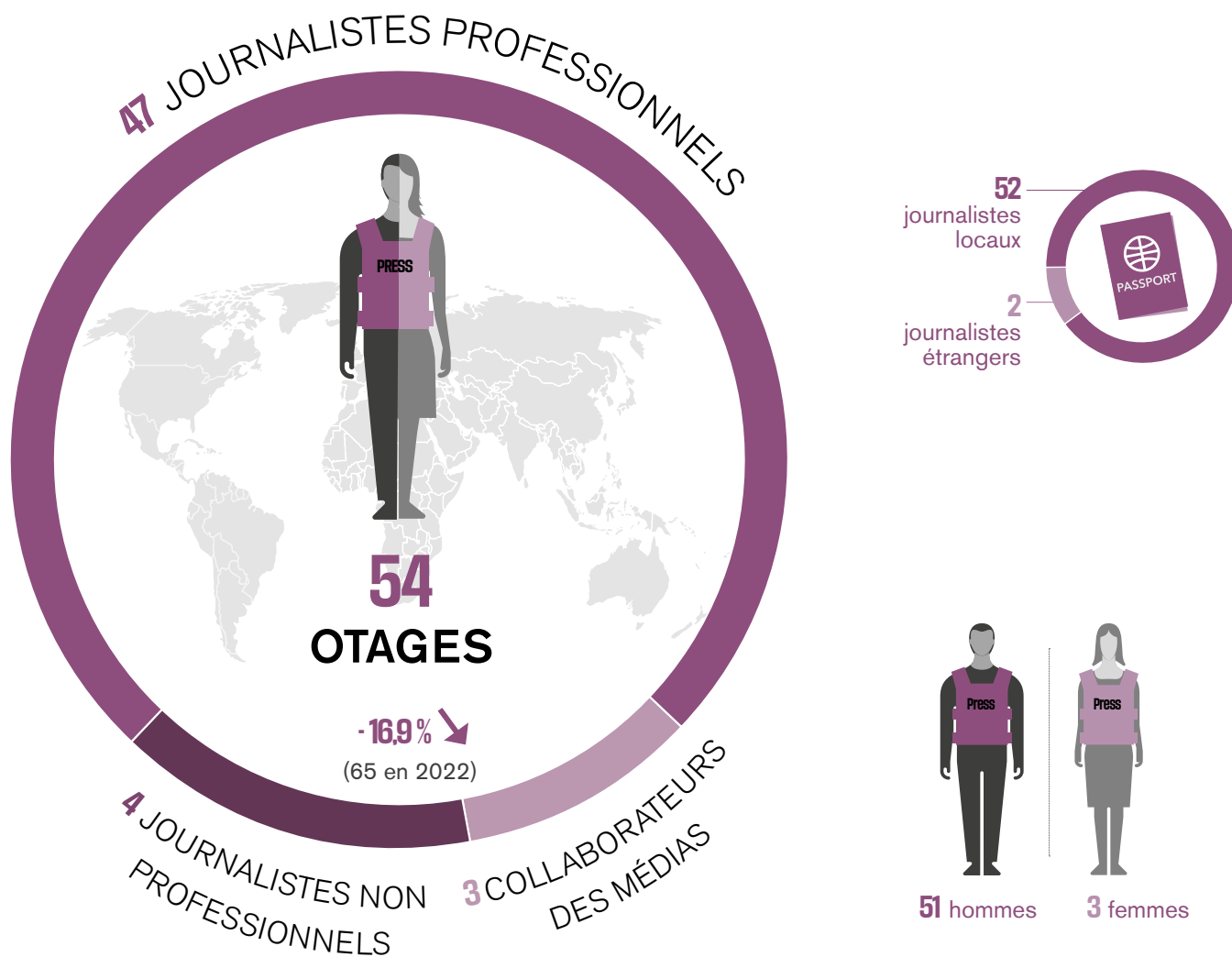
Mortaza Behboudi
©Julien de Rosa _ AFP

Mortaza Behboudi enfin libre !

Le 18 octobre dernier, le journaliste franco-afghan [Mortaza Behboudi](#) a été libéré après 284 jours d'emprisonnement en Afghanistan. Depuis son arrestation à Kaboul le 7 janvier 2023 par les talibans, RSF [n'a cessé d'agir](#) pour qu'il puisse retrouver la liberté.

LES JOURNALISTES OTAGES

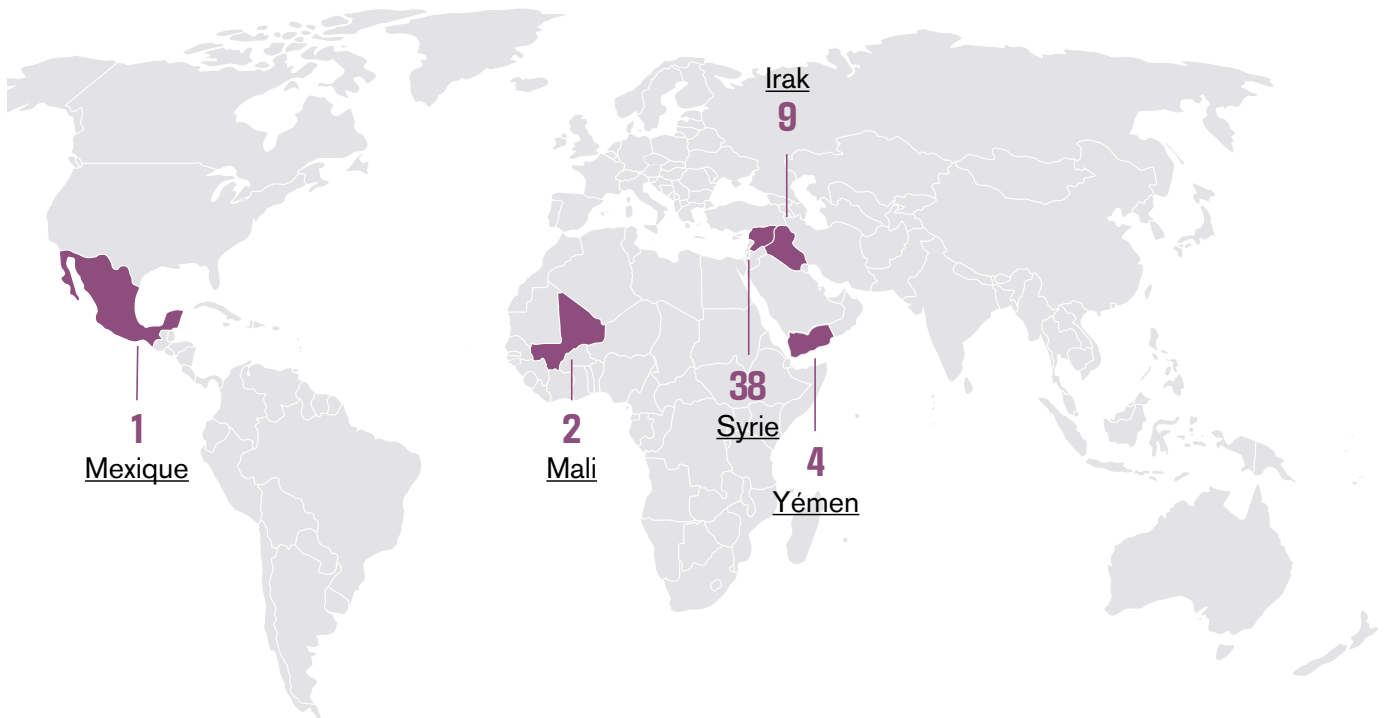
En chiffres



Journaliste otage : RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il est privé de liberté par un acteur non étatique qui accompagne cette privation de liberté de la menace de le tuer, de le blesser ou de continuer à le détenir dans le but de contraindre un tiers à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte en tant que condition explicite ou implicite pour la libération, la sécurité ou le bien-être de l'otage.

LES JOURNALISTES OTAGES

Les pays à hauts risques



54 journalistes sont retenus en otage dans 5 pays

Au moins **54 professionnels des médias sont actuellement retenus en otage** en Syrie, en Irak, au Yémen, au Mexique et au Mali. Près de la moitié de ces journalistes (25) ont été kidnappés par le Groupe État islamique (EI) en Irak et en Syrie entre 2013 et 2015.

Le nombre de journalistes retenus en otage comptabilisé en 2023 est le plus bas de ceux enregistrés depuis 2017. **Sur les 7 journalistes enlevés en 2023 (Haïti, Mali, Mexique, Yémen), 2 sont toujours en captivité au Mali.**

LES JOURNALISTES OTAGES

7 libérations au Yémen : les journalistes comme monnaie d'échange

Le **16 avril 2023** fut synonyme de soulagement pour les 4 journalistes retenus en otage depuis huit ans et condamnés à mort pour « *espionnage* » par les rebelles houthis au Yémen. Les journalistes **Hareth Homaid, Tawfik al-Mansouri et Abdul Khaleq Amran** (agence *Yemen Revolution Press*), et le journaliste **Akram al-Walidi** (*Alrabie-ye.net* et agence *SABA*) ont été libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers entre les rebelles chiites houthis et le gouvernement officiel yéménite. Plus tard dans l'année, ce fut le tour des 3 journalistes **Muhammad Ali Al-Junaïd, Mohamed Abdo Al-Salahi et Fahed Al-Arhabi** d'être remis en liberté. Sur les 11 journalistes otages comptabilisés fin 2022 au Yémen, **4 sont, à ce jour, retenus sur le territoire national.**

Au Mali, Olivier Dubois libéré, deux autres journalistes enlevés



Olivier Dubois
© Souleymane AG ANARA_AFP

Le **20 mars 2023** a marqué la fin de deux ans de mobilisation pour [obtenir la libération du journaliste français Olivier Dubois](#), otage pendant 711 jours au Mali. Le reporter a été kidnappé par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) **le 8 avril 2021 à Gao**, ville du nord-est du pays à 200 kilomètres de la frontière avec le Burkina Faso et le Niger. **Jamais un journaliste français n'avait subi une captivité aussi longue depuis 1980, au Liban.**

Le soulagement de cette libération a été de courte durée. Non loin de Gao, et alors qu'ils s'y rendaient pour une formation, le directeur et un animateur de *Radio Coton FM*, **Saleck Ag Jiddou et Moustapha Koné**, ont été [enlevés le 7 novembre dernier](#), au cours d'une attaque d'un groupe armé qui a coûté la vie au journaliste de la radio communautaire *Naata*, [Abdoul Aziz Djibrilla](#).

Mexique : le directeur d'un média toujours otage



Alán García Aguilar
© Facebook

Fin décembre 2022, **Alán García Aguilar**, le fondateur et rédacteur en chef d'*Escenario Calentano*, un média réputé pour ses publications sur les gangs criminels de la région et les affaires de corruption, est [enlevé](#), ainsi que deux autres personnes pour leur supposée contribution à cette page d'actualité locale, Jesús Pintor Alegre et Fernando Moreno Villegas. Seuls ces deux derniers ont été libérés le 11 janvier 2023.

LES JOURNALISTES OTAGES

Irak : aucune nouvelle des neuf journalistes otages depuis la chute de l'État Islamique

9 journalistes sont actuellement retenus en otage sur le sol irakien, sans preuve de vie récente. Les reporters de *Sumariya TV*, [Rim Zeid](#) et [Marouane Khazaal](#), ont été enlevés à Bagdad par des groupes armés indéterminés en 2006, tandis que les 7 autres journalistes ont été kidnappés entre 2014 et 2015 par l'État islamique (EI) à Mossoul, ville reprise par les forces armées irakiennes en 2017.

Aucune preuve de vie récente des 38 otages détenus en Syrie

Six ans après la chute de l'État islamique (EI), RSF est sans nouvelles des 38 journalistes kidnappés entre 2012 et 2021 en Syrie. Parmi eux figurent [3 employés syriens de la chaîne Orient TV](#) basée à Istanbul, le reporter **Obeida Batal**, le technicien **Aboud Al-Atik** et le preneur de son **Hosam Nizam Al-Dine**, enlevés en juillet 2013 à 40 km au nord d'Alep.

En plus de détenir **deux des trois femmes journalistes otages** dans le monde, la Syrie est également le seul pays où des **journalistes étrangers** sont captifs. Il s'agit du reporter mauritanien [Ishak Mokhtar](#) et d'un cameraman libanais [Samir Kassab](#), qui travaillaient pour la chaîne émiratie *Sky News Arabia* lorsqu'ils ont été enlevés avec leur chauffeur syrien, dont l'anonymat est requis par sa famille, près d'Alep en octobre 2013.

Dix ans après son enlèvement, la justice française fait ressurgir le cas de la Syrienne Razan Zaitouneh

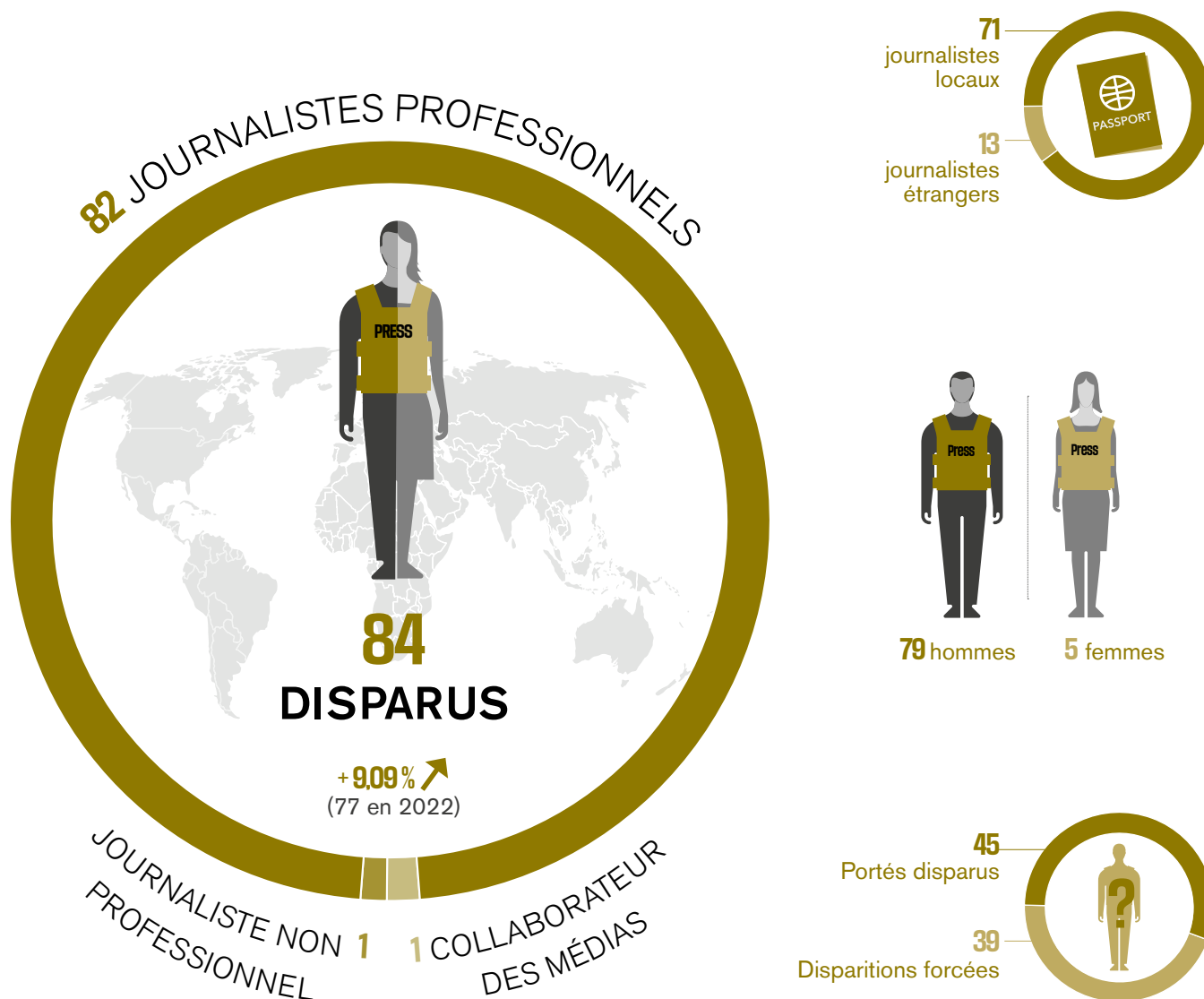


Razan Zaitouneh
© DR

En juillet 2023, le tribunal judiciaire de Paris a ordonné la mise en accusation devant la cour d'assises de l'ancien dirigeant du groupe rebelle islamiste syrien Jaysh al-Islam, Majdi Nema, pour « *complicité de crimes de guerre et disparitions forcées* », dont celle de [Razan Zaitouneh](#). Cette membre du Centre syrien de média et de la liberté d'expression (SCM) avait été enlevée le 9 décembre 2013, alors qu'elle documentait les crimes commis par le régime de Damas et les groupes rebelles en Syrie.

LES JOURNALISTES DISPARUS

En chiffres



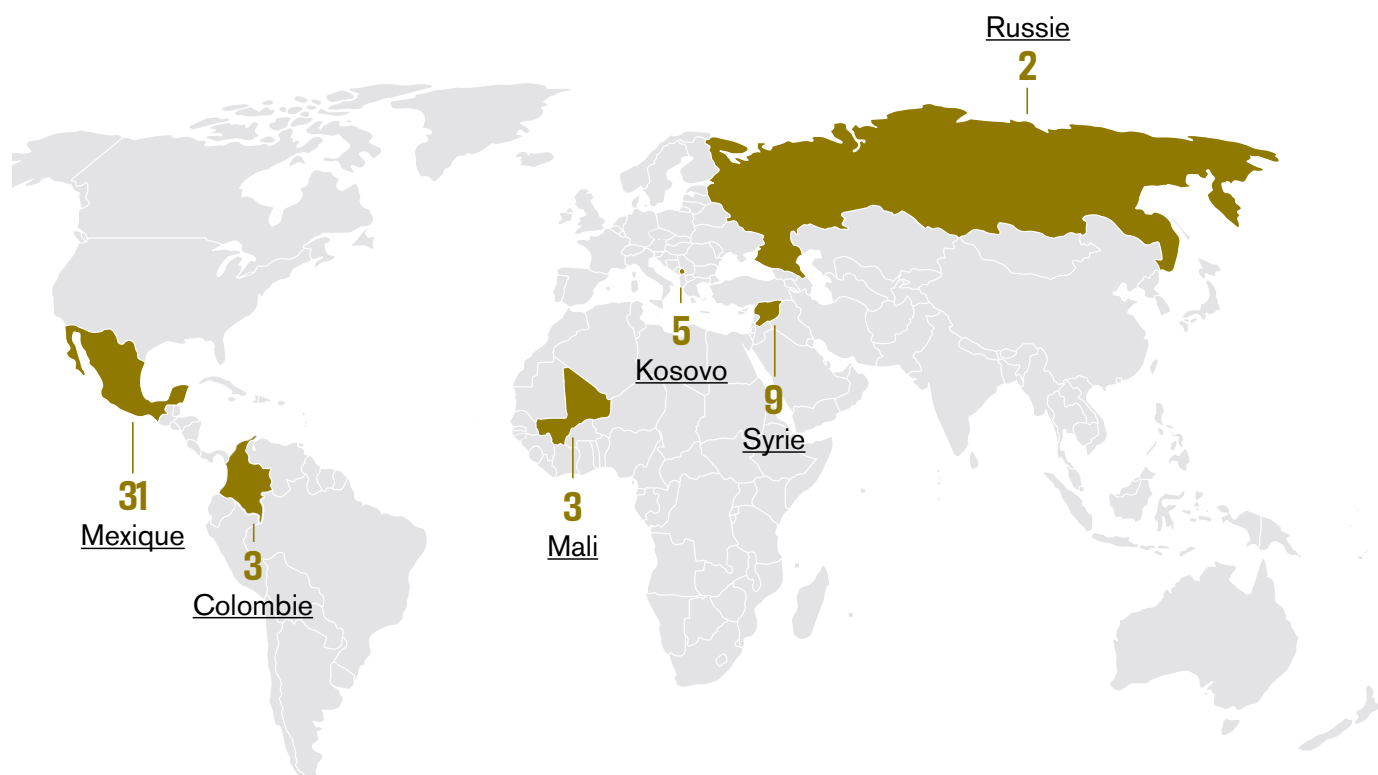
Journaliste disparu : RSF considère qu'un journaliste est porté disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.

Porté disparu : Statut par défaut lorsqu'un journaliste ou un collaborateur des médias a disparu, qu'on ne sait pas s'il a été pris en otage, s'il est détenu par l'État ou s'il a été tué, quand les preuves de décès ou d'enlèvement sont inexistantes ou insuffisantes et qu'aucune revendication crédible de responsabilité n'a été formulée.

Disparition forcée : Selon le droit international, elle se caractérise par trois critères essentiels : la privation de liberté perpétrée par une autorité officielle (ou un groupe agissant en son nom, ou avec son soutien, ou avec son consentement), conjuguée au refus soit de reconnaître cette privation, soit de révéler le sort de la personne concernée et sa localisation.

LES JOURNALISTES DISPARUS

Les pays qui comptent le plus de journalistes disparus

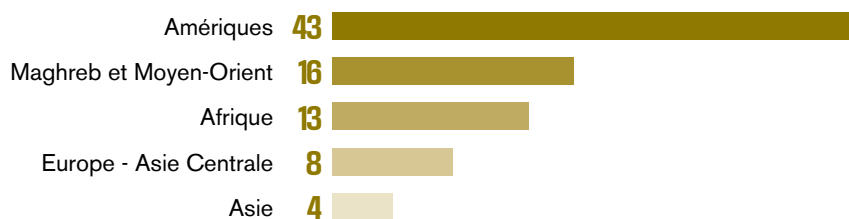


7 nouvelles disparitions en 2023

La longue liste des professionnels des médias dont le monde reste sans nouvelles (84) s'est allongée en 2023 : **7 journalistes ont disparu** en Palestine (2), au Soudan (2), en Russie (1), au Mexique (1) et en République démocratique du Congo (1).

À ce jour, sur les 84 journalistes disparus dans le monde, **39** sont victimes de disparitions forcées – soit des privations de libertés impliquant des agents de l'État qui nient cette détention ou dissimulent le sort de la personne et son lieu de détention.

Les zones à hauts risques



LES JOURNALISTES DISPARUS

Le Mexique dépasse la barre des 30 disparitions

Le photojournaliste et rédacteur en chef du média en ligne *La de 8 News*, **Juan Carlos Hinojosa Viveros**, est porté disparu depuis le 6 juillet 2023. Cette disparition s'ajoute à celles de 30 autres journalistes mexicains dont on reste sans nouvelles. Un chiffre qui témoigne de l'ampleur des menaces pesant sur la profession dans ce pays, qui comptabilise, sur les 31 disparitions, **8 disparitions forcées**. Parmi celles-ci, les cas [des journalistes mexicains](#) **Mauricio Estrada Zamora** (*La Opinión de Apatzingán*) et **Ramón Ángeles Zalpa** (*Cambio de Michoacán*) – disparus respectivement en 2008 et en 2010 – ont été portés devant l'ONU, le 2 novembre 2022, par RSF et l'organisation Propuesta Cívica.

Plus de la moitié des journalistes disparus en Amérique latine

Plus de la moitié (43) des journalistes ont disparu en Amérique latine. C'est également dans cette région qu'ont disparu 4 des **5 femmes journalistes** actuellement portées disparues dans le monde. Parmi elles, la photographe **Sara Cristina Chan Chan Medina**, disparue depuis le 19 août 1989 au Salvador.

Russie : disparition forcée de 2 journalistes ukrainiens en 2023



Victoria Roshchyna
© Instagram

La journaliste indépendante de 26 ans [Victoria Roshchyna](#) a disparu le 3 août 2023, alors qu'elle se rendait en reportage, *via* la Russie, dans les zones ukrainiennes illégalement occupées par Moscou. Selon le Service de sécurité d'Ukraine (SBU), elle aurait été capturée par les forces d'occupation russes. En 2023, RSF a aussi révélé la disparition forcée du journaliste [Dmytro Khyliuk](#), qui travaillait pour l'agence de presse ukrainienne *UNIAN*. Arrêté le 3 mars 2022 dans la ville de Dyer (au nord de Kyiv), il serait incarcéré en Russie selon l'enquête de RSF.

RDC : un deuxième directeur de radio hors des radars

La disparition du directeur de la radio *Voix de Miken*, [Byamungu Garubanda](#), en février 2023, rappelle celle d'un autre directeur de radio, [Bwira Bwalitse](#), en juin 2020. **Ces deux disparitions forcées dans la province du Nord-Kivu** mettent en évidence les risques majeurs auxquels les professionnels des médias font face en République démocratique du Congo (RDC), notamment dans cette région de l'est du pays.

Palestine : 2 journalistes disparaissent au premier jour de la guerre

Le 7 octobre 2023, premier jour de la guerre entre Israël et le Hamas, deux photojournalistes palestiniens – [Haytham Abdel Wahed](#) pour *Ain Media* et [Nidal al-Wahidi](#) pour *News Press* et *Al Najah* – ont disparu à Beit Hanoun, à proximité d'un *checkpoint*. Ils couvraient des affrontements au niveau du passage d'Erez.

Imran Riaz Khan : une libération marquante en 2023

Au Pakistan, le présentateur vedette de la chaîne *Bol News*, [Imran Riaz Khan](#), porté disparu le 11 mai 2023 lors des manifestations qui ont suivi l'arrestation de l'ancien Premier ministre Imran Khan, a été libéré par ses ravisseurs le 25 septembre, soit quatre mois après son enlèvement.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Établi chaque année depuis 1995 par Reporters sans frontières (RSF), le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données établies tout au long de l'année. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins avec une très forte présomption, que la mort, la détention ou l'enlèvement d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

RSF ne recense que les journalistes qui entrent dans le cadre de son mandat, c'est à dire toute personne qui pratique, par l'intermédiaire de tout moyen de communication, à titre régulier ou professionnel la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et d'idées, de manière à servir l'intérêt général et les droits fondamentaux du public, et ce dans le respect des principes de la liberté d'expression et des principes déontologiques de la profession.

Le décompte total du Bilan 2023 établi par RSF intègre les journalistes professionnels et journalistes-citoyens, ainsi que les collaborateurs de médias. Dans le détail, les bilans annuels de RSF distinguent ces différentes catégories afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Les chiffres qui figurent dans cette édition ont été arrêtés au 1^{er} décembre 2023 et ne prennent pas en compte les libérations ou les atteintes au journalisme qui se sont produites après cette date. Ces nouvelles données apparaissent en revanche sur le [Baromètre de RSF](#), régulièrement mis à jour.

CRÉDITS

Directrice éditoriale : Anne Bocandé

Rédactrice - Datajournaliste : Blanche Marès

Rédactrice - Datajournaliste (stage) : Alix Mayence

Cheffe d'édition : Anne-Laure Chanteloup avec Robin Dussenne

Contributeurs : bureaux Afrique, Amérique latine et du Nord, Asie du Sud, Asie-Pacifique, Europe de l'Est-Asie centrale, Maghreb et Moyen-Orient de RSF

Graphiste : Stéphanie Barcelo



REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans plus 130 pays.